

LE PROJET SINGAPOURIEN: CHANGER LE TERRITOIRE, CHANGER LA SOCIÉTÉ?

Rodolphe DE KONINCK*
Guy DORVAL*

RÉSUMÉ *Indépendante depuis 1965, la Cité-État de Singapour a connu un programme de transformation généralisé qui a bouleversé les espaces de vie de cette petite république insulaire. Sa volonté d'intégration de l'économie locale au marché mondial et la transformation physique de son territoire en chantier permanent ne font qu'accroître la pression sur la société locale.*

ABSTRACT *Since its Independence in 1965, the City State of Singapore has undergone massive environmental transformations that have deeply transformed living conditions on the small island republic. The latter's determination to fully integrate its economy with that of the world, as well as the permanent overhaul of its territory, entail increasing pressure on the local population.*

RESUMEN *Independiente desde 1965, la Ciudad-Estado de Singapur experimentó un programa generalizado de transformación que trastornó los espacios de vida de la pequeña república insular. Su voluntad de integración de la economía local en el mercado mundial y la transformación física de su territorio en obras permanentes intensifican aún más la presión sobre la sociedad local.*

• CITÉ-ÉTAT • ORGANISATION DE L'ESPACE • SINGAPOUR • SOCIÉTÉ • TERRITOIRE

• CITY STATE • SINGAPORE • SOCIETY • SPATIAL ORGANIZATION • TERRITORY

• CIUDAD-ESTADO • ORGANIZACIÓN ESPACIAL • SINGAPUR • SOCIEDAD • TERRITORIO

«... le territoire révèle des relations toutes marquées par le pouvoir... [il]... est la prison que les hommes se donnent.»

Cl. Raffestin, 1980, p. 129.

La transformation d'une société

Lorsqu'en 1959, les Britanniques accordèrent l'autonomie interne à la colonie de Singapour, celle-ci était dans une situation précaire. Peu développée sur le plan industriel, son économie reposait en bonne partie sur les activités du port et sur les services requis par les bases militaires établies dans l'île et assurant, directement et indirectement, près de 20% des emplois. Les infrastructures civiles étaient tout à fait inadéquates, particulièrement dans le domaine du logement, la criminalité et l'agitation sociale s'accroissant dangereusement. Annoncé peu après, et bien que réalisé seulement quelque dix ans plus tard (1968-1971), le retrait de la garnison britannique pouvait apparaître comme un coup de grâce. Enfin, bien qu'en 1963 Singapour joignît les rangs de la nouvelle fédération de Malaisie, le mariage fut de courte durée, la Cité-État étant expulsée et contrainte de former une république indépendante en août 1965 (Turnbull, 1989).

* Département de Géographie, Université Laval, Québec, Canada.

Voulue ou non par les Singapouriens, cette émancipation permit d'accélérer le programme de transformation généralisée amorcé dès la fin des années 1950 et jamais ralenti depuis (Sandhu et Wheatley, 1989). Non seulement les dirigeants de la petite république insulaire cherchèrent-ils à trouver des solutions aux problèmes locaux les plus aigus, en particuliers l'emploi et le logement, mais ils le firent en accentuant l'intégration de l'économie locale au marché mondial. L'île et sa population furent mises à la disposition des investisseurs étrangers, firmes multinationales en tête. Au-delà des conditions politiques d'une telle ouverture (Margolin, 1989), ses conséquences se firent sentir de façon spectaculaire sur la société locale. Les quelque 2,7 millions d'habitants de ce petit État, disposant de moins de 650 km² de territoire et d'aucune ressource naturelle digne de mention, ont connu un accroissement tout à fait spectaculaire de leur niveau de vie, de l'éducation et de la santé. Aujourd'hui, les Singapouriens sont les Asiatiques les mieux nantis après les Japonais (Milne et Mauzy, 1990).

Une telle croissance ne s'est pas réalisée et ne se maintient pas sans un prix. Celui-ci consiste en un contrôle social serré, exercé par un appareil d'État omniprésent et omniscient. Le paternalisme de l'État singapourien atteint en effet des raffinements et une efficacité rarement égalés. Sa forme la plus achevée

concerne les «allocations territoriales» ou, si l'on préfère, l'aménagement du territoire. À Singapour, la transformation de la société s'accompagne d'une révolution permanente du territoire. Celle-ci touche non seulement la forme de l'île-mère et des petites îles «extérieures», mais aussi leur dimension et la répartition de tout ce que l'on peut y trouver: collines, cours d'eau, végétation, population, logements, agriculture, installations portuaires et industrielles, temples, mosquées, églises et cimetières, infrastructures de transports et de loisirs: tout, absolument tout, est candidat au déménagement et y est effectivement soumis. À un point tel qu'il est permis d'y voir un véritable mode de gestion sociale.

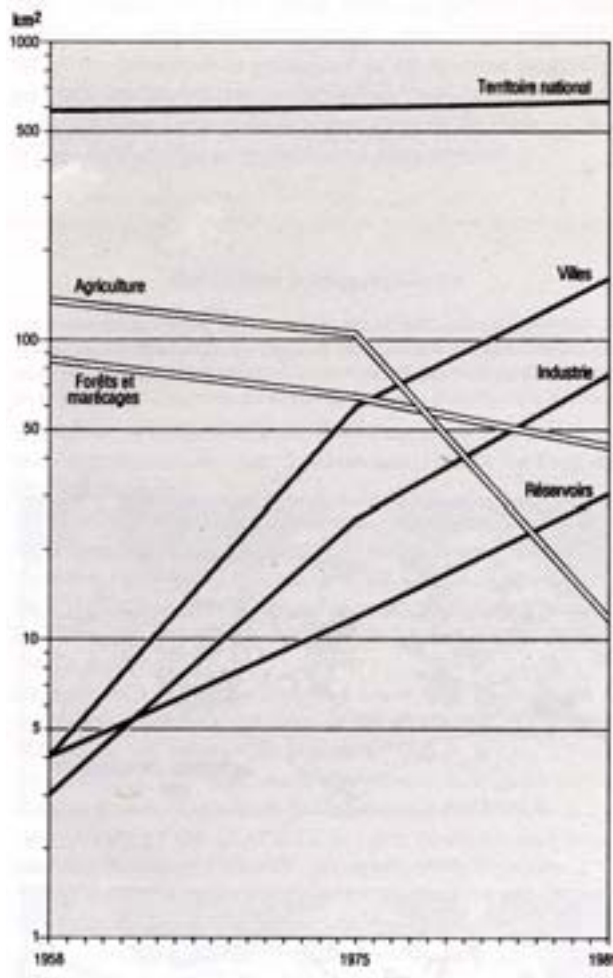
L'hypothèse territoriale

L'efficacité remarquable et tant vantée des transformations socio-économiques, et plus encore la docilité avec laquelle la population singapourienne vit ces transformations, s'expliqueraient en partie par cette révolution du territoire. D'après cette hypothèse, déjà formulée ailleurs (De Koninck, 1990 et 1992a et b), la «manipulation» de l'environnement, l'érosion répétée, ou du moins le caractère éphémère de tous les référents spatiaux à l'échelle locale, ne permettent une allégeance territoriale qu'à un seul niveau: celui de la république de Singapour. Tout en étant associée à d'autres modes de gestion, cette révolution permanente du territoire, sans qu'il soit nécessaire d'y voir le résultat d'une décision concertée, ne serait pas seulement une conséquence des changements relevant de la sphère politico-économico-sociale, mais bien un outil. Maintenus en état d'insécurité et d'instabilité spatiales, les citoyens se réfugient dans la docilité sociale.

Difficile à vérifier si ce n'est par une enquête massive de «topophilie», une telle hypothèse peut au moins être approfondie par l'illustration systématique de la nature et de l'ampleur des bouleversements qu'a subis le territoire de Singapour au cours des trois dernières décennies. C'est précisément l'objectif de l'étude intitulée, *Singapour. Un Atlas de la révolution du territoire* (De Koninck, 1992a). Les cartes rassemblées ici illustrent quelques-unes des étapes et des composantes de ces transformations et bouleversements du territoire, qui prennent parfois l'allure d'une révolution (fig. 1 et 2).

La révolution du territoire

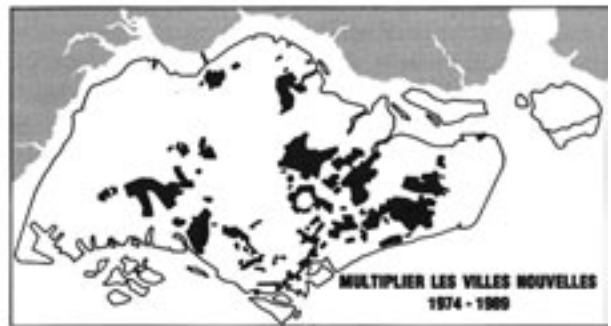
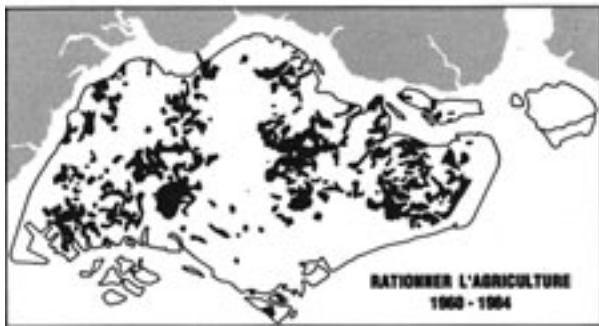
Si, au cours des quelque trente dernières années, les autorités singapouriennes ont pu transformer le territoire national en chantier permanent, c'est qu'au départ elles disposaient de moyens importants. Cela comprenait une réserve foncière héritée de l'administration coloniale en 1959 (terres de la couronne) et correspondant au tiers des terres du pays, puis d'un nouvel héritage colonial, celui-là couvrant plus de 10% de l'île et rendu disponible à la suite de la fermeture des installations militaires britanniques (1968-1971). Plus important encore, l'État singapourien se donna les moyens juridiques «de mobiliser la quasi-totalité des terrains de l'île aux fins d'aménagement» (Goldblum, 1986, p. 245). Forts des *Land Acquisition*



1. Singapour: trois décennies de révolution du territoire

Ordinance (1955), *Land Acquisition Act* (1966), *Property Tax Order* (1967) et *Controlled Premises Bill* (1968), divers organismes d'État, et en particulier la régie la plus puissante, celle chargée du logement, le *Housing and Development Board*, se sont servis au maximum de leur droit d'expropriation.

S'y ajoutaient, à la fin des années 1950, une réserve foncière d'une autre nature, composée de terres agricoles et de forêts couvrant respectivement près de 24 et 15% du territoire national. Bien que pendant quelque temps encore la «ceinture» agricole ait été préservée, les producteurs étant souvent déménagés à la périphérie de l'île (De Koninck, 1972), tant l'agriculture que la forêt ont finalement été l'une «rationnée», l'autre «rétrécie» de façon draconienne, à compter du milieu des années 1970. À un point tel qu'en 1989 elles ne couvraient plus que 2 et 7% du pays. L'ampleur de cette régression, qui pour l'agriculture prit la forme d'une chute libre à partir de 1984, n'a pu être totalement représentée ici étant donné l'imprécision des sources disponibles concernant l'utilisation du sol agricole et forestier après cette date.



Les deux cartes de la colonne de gauche montrent les réductions des surfaces, les quatre de celle de droite l'expansion des surfaces.

2. Singapour: quelques composantes de la révolution du territoire

Enfin le pays avait aussi grandi, sa superficie étant passée de 582 à 626 km². La croissance permanente du territoire — en 1991 il dépassait déjà 640 km² et on lui en prédisait 720 en l'an 2000 — repose essentiellement sur la progression des côtes par remplissage, cette forme de poldérisation se réalisant surtout sur le versant sud de l'île principale, ainsi que dans les petites îles périphériques.

Dans l'île de Singapour même, la modification du profil côtier tient non seulement à la croissance proprement terrestre du territoire, mais aussi à la fermeture des estuaires des principaux cours d'eau qui drainent le centre de l'île. De telles fermetures, qui concernent également plusieurs des marécages ceinturant une partie de l'île, en particulier sur le versant ouest, permettent l'aménagement de réservoirs d'eau douce après dessalement des bassins ainsi créés. Les besoins en eau douce, en partie comblés par des importations en provenance de la péninsule Malaise, ont augmenté beaucoup plus rapidement que la population, étant donné la croissance rapide de la production industrielle (Régnier, 1987) et la hausse du niveau de vie de la population. Pour faciliter la première, des aménagements considérables ont été consentis, essentiellement sous la forme de zones franches industrielles, dont le déploiement à compter de 1960 a été tout à fait spectaculaire, en particulier dans le sud-ouest, c'est-à-dire le secteur de Jurong et l'archipel qui le jouxte. Quant à la population, autrefois concentrée autour du noyau urbain central, dans le centre-sud de l'île, elle a été en bonne partie relocalisée dans des villes nouvelles autour de ce noyau, dont la densité de population a d'ailleurs décliné. Lui aussi lancé dès le début des années 1960, le programme d'aménagement des villes nouvelles par le *Housing and Development Board* a même été accéléré à compter du milieu des années 1970. Alors que les grands ensembles de logements publics n'accueillaient que 9% de la population du pays en 1959, cette proportion atteignait 43% en 1974 et 87% en 1989, l'objectif, pratiquement atteint aujourd'hui, se situant autour de 90%.

Fuir ou s'accrocher

Les quelques cartes rassemblées ici n'évoquent que très partiellement l'ampleur des changements auxquels le territoire de Singapour et ceux qui l'habitent sont exposés depuis la fin des années 1950. Illustré et commenté de façon plus détaillée ailleurs (De Koninck, 1992a), ce bouleversement permanent des espaces de vie dans la petite république insulaire comprend aussi de remarquables réalisations urbanistiques, dont une tentative de reproduction et de domestication de la nature tropicale à travers tout le tissu urbain (Goldblum, 1988). Il comprend même des débordements territoriaux, la prospérité singapourienne suscitant une soif d'espace sans cesse croissante. Celle-ci se traduit par des achats de terres et d'îles à développer chez les voisins malaisien et indonésien. Cette expansion, qui dans certains domaines déborde largement le Sud-Est asiatique, prenant des allures carrément mondiales, et rendant selon certains la Cité-État particulièrement vulnérable (Bello et Rosenfeld, 1990), appelle de nouveaux ajustements

dans l'aménagement du noyau initial, la petite république insulaire. Sa transformation physique, planifiée et replanifiée au gré des besoins de la *global city* qu'est devenue Singapour, ne fait qu'accroître la pression sur la masse des Singapouriens. Ceux-ci ne semblent avoir qu'un choix: quitter le pays ou s'adapter au tourbillon, en s'accrochant!

Références bibliographiques

Les cartes qui accompagnent cet article ont été soit tirées soit adaptées de *Singapour. Un Atlas de la révolution du territoire* (De Koninck, 1992a). Cet atlas comprend une liste exhaustive des sources utilisées pour produire les cartes originales. Ne sont présentées ici que les références évoquées dans le texte.

BELLO W. et ROSENFELD S., 1990, *Dragons in Distress. Asia's Miracle Economies in Crisis*, San Francisco, Institute for Food and Development Policy.

DE KONINCK R., 1972, «Cultivateurs chinois de Singapour: population, organisation et comportement socio-économique», *Travaux et Documents de Géographie Tropicale*, Bordeaux, CEGET, 7, pp. 225-278.

DE KONINCK R., 1990, «Singapore or the revolution of territory. Part One: the Hypothesis», *Cahiers de Géographie du Québec*, 34(92), pp. 209-216.

DE KONINCK R., 1992a, *Singapour. Un Atlas de la révolution du territoire / Singapore. An Atlas of the Revolution of Territory*, Montpellier, GIP Reclus, coll. Territoires, 128 p.

DE KONINCK R., 1992b, «Le bouleversement du territoire comme mode de gestion sociale: le cas de Singapour», *Asie-Débat*, 8.

DEPARTMENT OF STATISTICS, 1983, *Economic and Social Statistics. Singapore 1960-1982*, Singapour; 1990, *Singapore. 1989 Yearbook of Statistics*.

GOLDBLUM C., 1986, *Singapour: une cité-État moderne à l'épreuve de la fondation urbaine*, thèse de doctorat, Paris, Université de Paris VIII.

GOLDBLUM C., 1988, «Singapour (1819-1986): émergence de la ville moderne et mythe rural», *Archipel*, 6, pp. 227-270.

MARGOLIN J.-L., 1989, *Singapour 1959-1987. Genèse d'un nouveau pays industriel*, Paris, l'Harmattan.

MILNE S. et MAUZY D., 1990, *Singapour. The Legacy of Lee Kuan Yew*, Boulder, Westview Press.

RAFFESTIN C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, LITEC.

RÉGNIER P.-T., 1987, *Singapour et son environnement régional*. Paris, Presses Universitaires de France.

SANDHU K.S. et WHEATLEY P. (ed.), 1989, *Management of Success. The Moulding of Modern Singapore*. Singapour, Institute of Southeast Asian Studies.

TUAN Y.F., 1974, *Topophilia. A Study of Environmental Perception, Attitudes and Values*, Englewood Cliffs, Prentice Hall.

TURNBULL C.M., 1989, *A History of Singapore 1819-1988*, Singapour, Oxford University Press.

Remerciements. Les auteurs tiennent à remercier les membres du personnel du Département de géographie de la National University of Singapore, tout particulièrement le professeur Wong Poh Poh, ainsi que, au Laboratoire de cartographie du Département de géographie de l'Université Laval, Louise Marcotte, André Lavoie, Isabelle Diaz, Serge Duschesneau et Pierre Paradis.